



ORYOM

DÉFISCALISATION SANS AGRÉMENT

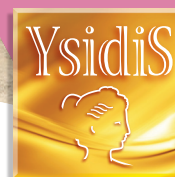
DÉFISCALISATION GIRARDIN

Une réduction de
l'IMPÔT SUR LE REVENU

Sûre & Rentable



Un produit distribué
en exclusivité par



01 47 91 71 71

Communication non surtaxée

Ysidis certifié ISO 9001

SANS AGRÉMENT FISCAL (PLEIN DROIT)
article 199 undecies B du Code général des impôts

Une SOLUTION de DÉFISCALISATION de l'IR,
SANS AGRÉMENT FISCAL,
dont la RENTABILITÉ ÉLEVÉE
est **GARANTIE** dès l'origine.

OPÉRATIONS MISES EN PLACE POUR LE COMPTE D'EXPLOITANTS DONT L'ACTIVITÉ EST SITUÉE OUTRE-MER

Un investisseur soumis à l'IR peut réduire son impôt proportionnellement au prix de revient d'investissements réalisés Outre-mer, et au prorata de ses droits dans la structure de portage (SNC) ayant acquis les investissements.

Cette **réduction d'impôt** intervient au titre de l'exercice au cours duquel l'investisseur libère son apport dans l'opération.

Dans ce cadre, **ORYOM** propose aux contribuables particuliers des opérations :

- de **portage** (aucun rendement attendu de l'exploitation, sortie de l'opération garantie),
- d'**investissements mobiliers**, dont le montant est inférieur à 250.000 € (par structure de portage), loués à des exploitants dont l'activité est située Outre-mer,
- dans le cadre de montages sécurisés et expérimentés, **ne nécessitant pas d'agrément fiscal**.

FACTEUR DE RISQUES

La société **ORYOM** attire l'attention des investisseurs sur le risque de remise en cause de la réduction d'impôt obtenue au titre de cette opération, notamment en raison du non-respect des obligations de conservation des titres de la société de portage pendant un délai de 5 ans, ou en cas de non location des équipements durant cette même période.

L'attention des Investisseurs est également appelée sur le fait qu'en tant qu'associés d'une SNC, ils répondent indéfiniment et solidairement des dettes sociales, même si le montage mis en œuvre par **ORYOM** – prévoyant une clause de non recours contre les Investisseurs – réduit la portée de leur engagement.

Dans l'hypothèse d'une défaillance de l'exploitant, la société **ORYOM** :

- Participe à la protection des intérêts du véhicule d'investissement au cours de la procédure collective suivie à l'égard de l'exploitant,
- Recherche un nouvel exploitant en vue de la remise en location des biens acquis par le véhicule d'investissement. Dans l'hypothèse d'un sinistre affectant les biens loués, la société **ORYOM** s'assure que l'exploitant procède à leur remise en état ou, s'il y a lieu, à leur remplacement par des biens similaires.

Gain pour l'investisseur - Fiscalité -

- Un investisseur désire réduire son IR 2016 de 20.000 € :

APPORT 2016	- 17.400 €
-------------	------------

RÉDUCTION D'IR CONSTATÉE EN 2017	20.000 €
----------------------------------	----------

SOIT UN GAIN NET D'IMPÔT DE	2.600 €
-----------------------------	----------------

L'apport de l'investisseur s'effectue en 2016 et la réduction d'IR est constatée en 2017, dès le paiement du 1^{er} tiers provisionnel ou de la première mensualité.

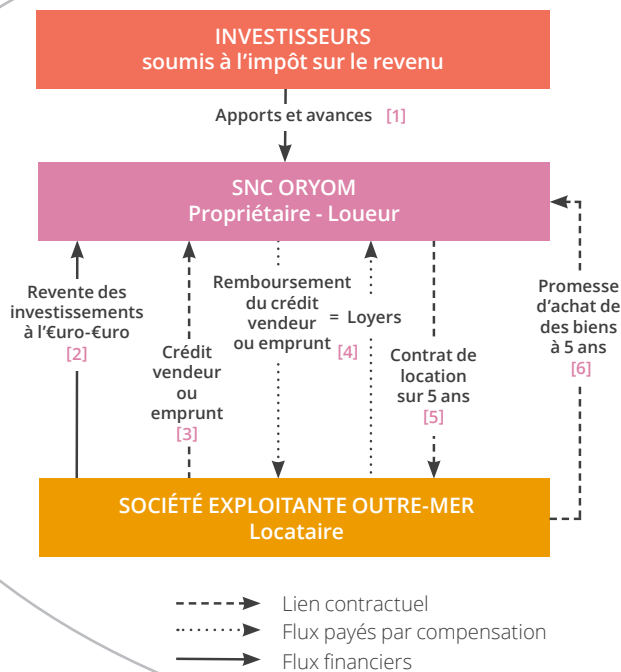
Cette opération assure à l'investisseur, en tenant compte de son unique apport et des réductions d'IR constatées, **un retour sur investissement quasi immédiat de 14,94 %** (hors cotisations sociales de l'investisseur qui dépendent de sa situation personnelle (RSI)).

- **Seulement 44 % de la réduction acquise entre dans le plafonnement global des niches fiscales** (égale à 18.000 € pour l'année 2016) (réduction d'impôt de 40.909 € maximum sans autre niche fiscale).

OBLIGATIONS DE L'INVESTISSEUR

- Apporter sa part de capital et d'avances en compte courant à la SNC et les abandonner en contrepartie de sa réductions d'IR.
- Conserver les parts de la SNC pendant au minimum 5 ans.
- Donner, au travers de la SNC, les investissements en location à un exploitant dont l'activité est située Outre-mer, qui devra les exploiter pendant une période de 5 ans (ou pendant leur durée normale d'utilisation si elle est inférieure).

MONTAGE JURIDIQUE



Une Société en Nom Collectif (SNC) est constituée afin d'acquérir des investissements d'un montant maximum de 250.000 €, pour le compte d'exploitants ultramarins.

Les investisseurs, personnes physiques (ou morales via une EURL) soumis à l'impôt sur le revenu, effectuent un apport global à la SNC, composé d'apports en capital et d'avances en compte courant, abandonnés au profit de cette SNC [1].

Cette SNC acquiert les investissements dans des secteurs éligibles à la Loi Girardin (Industrie, BTP, Tourisme, Agriculture...) auprès des exploitants [2].

La SNC finance l'acquisition des investissements au moyen des apports et avances des investisseurs [1] et d'un crédit vendeur de l'exploitant à son profit ou d'un emprunt bancaire (avec clause de non recours protégeant les investisseurs) [3].

La SNC donne les investissements en location à l'exploitant pour une durée minimum de 5 ans ou la durée normale d'utilisation si elle est inférieure [5].

Le paiement des loyers dûs par l'exploitant se compense avec le remboursement du crédit-vendeur (ou de l'emprunt) par la SNC à l'exploitant [4].

Au terme du portage, les investissements sont rachetés par l'exploitant selon les termes de promesses d'achat des investissements signées dès le montage de l'opération [6].

INTÉRÊTS POUR L'INVESTISSEUR

- **Réduction quasi immédiate** de son **impôt sur le revenu**.
- **Aucun frais additionnel**, ni frais de gestion ne sont exigés de la part de l'investisseur dans le cadre de l'opération (hors éventuelles cotisations RSI).
- **Montage sécurisé** ayant fait ses preuves sur des investissements de grande envergure.

GARANTIES

- Dans la mesure du possible, **mutualisation du risque investisseur** grâce à une optimisation du portage des investissements dans chaque SNC (plusieurs investissements et exploitants, dans la limite du plafond de 250.000 €).
- **Réaffectation des investissements** en cas de défaillance de l'exploitant (interruption d'activité,...) assurant la continuité de leur exploitation.
- **Éligibilité, traçabilité des investissements** et **solidité financière des exploitants sélectionnés, vérifiées** par les filiales permanentes du Groupe STAR INVEST installées Outre-mer.
- **Garantie de non recours** contre les investisseurs intégrée au crédit vendeur ou à l'emprunt au bénéfice de la SNC.
- **Garantie de sortie** de l'opération pour les investisseurs, organisée dès la mise en place de celle-ci.

ASSISTANCE TRANQUILLITÉ

ORYOM garantit aux investisseurs une **Assistance « Tranquillité »**, en collaboration avec le **cabinet d'expertise comptable** spécialisé dans ce domaine, « **fleuret associés expertise** » :

- **Communication** des éléments nécessaires à l'établissement des déclarations fiscales et sociales (DSI).
- **Information** des investisseurs de toutes modifications légales ou réglementaires, liées à leur opération.
- **Assistance et représentation** dans les échanges avec les administrations fiscale et sociale.

Afin de pouvoir bénéficier de cette assistance « Tranquillité », il suffit à l'investisseur de :

- Renvoyer le dossier social joint au dossier de souscription.
- Etablir annuellement ses déclarations fiscale et sociale (DSI) dans les délais impartis.
- Renvoyer le formulaire TNS joint au dossier de souscription.

Attention, les personnes physiques ayant adopté le statut d'auto-entrepreneur ou exerçant une profession incompatible avec la qualité de commerçant ne peuvent souscrire au capital d'une SNC.

Oryom est
une filiale de



STARINVEST
G R O U P E

Plus de **20** ans d'expérience

**6 implantations
permanentes Outre-Mer**
(Nouvelle Calédonie, Polynésie française,
La Réunion, Martinique, Guadeloupe et Guyane)

Une équipe de **65**
collaborateurs et experts

Un réseau de **400**
**Conseils en Gestion
de Patrimoine**

Plus de **550 opérations
réalisées**

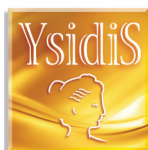
Depuis 2010, plus de
**2 milliards d'€
d'opérations confiées**

Près de **350 agréments
fiscaux obtenus**

**Une expertise reconnue
sur les 3 volets de la loi Girardin**

(immobilier, industriel, logement social)

Une offre de référence inégalée en produits IR - IS



Distributeur de produits financiers, avec ou sans levier fiscal, proposés et sélectionnés par le **Groupe STAR INVEST**,
YSIDIS a l'exclusivité de la diffusion des produits **ORYOM**.

Fortement attaché à la qualité de ses services, **YSIDIS** est **certifié AFAQ ISO 9001**.

NOTICE DE PRESENTATION DE L'OPERATION

ORYOM16E8

Nom Exploitant	Investissement
PUGIBET	Chariot élévateur

PUGIBET

Dénomination sociale : PUGIBET

RCS : PAPEETE TPI 13 914 A

Activité : Fabrication de matériaux de construction

Début d'activité : 1992

Localisation : Polynésie Française

Forme Juridique : Personne physique

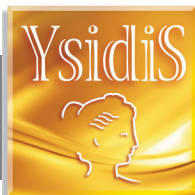
Capital en euros : -

Document rédigé conformément au décret n° 2015-149 du 10 février 2015 relatif aux obligations déclaratives et à la mise en concurrence des intermédiaires en défiscalisation outre-mer imposant une présentation claire et exhaustive des opérations fiscales proposées, notamment sur la nature de l'investissement, sa localisation et l'identité de l'exploitant. A noter que ces informations sont données à titre purement indicatif, la société ORYOM ne pouvant être considérée comme responsable d'un changement d'Exploitant ou d'Investissement, pour des raisons indépendantes de sa volonté (abandon, report d'investissement notamment).

GRILLE DE SOUSCRIPTION APPORT DE 87 %

Informations non contractuelles

Nombre de parts	Réduction d'impôt **	Apport global	Quote part d'avances dans la SNC	Quote part de capital de la SNC	Gain net *
①	②	③	④	⑤	
5 000	7 184 €	6 250 €	1 250 €	5 000 €	934 €
8 000	11 494 €	10 000 €	2 000 €	8 000 €	1 494 €
9 000	12 931 €	11 250 €	2 250 €	9 000 €	1 681 €
10 000	14 368 €	12 500 €	2 500 €	10 000 €	1 868 €
11 000	15 805 €	13 750 €	2 750 €	11 000 €	2 055 €
12 000	17 241 €	15 000 €	3 000 €	12 000 €	2 241 €
13 000	18 678 €	16 250 €	3 250 €	13 000 €	2 428 €
14 000	20 115 €	17 500 €	3 500 €	14 000 €	2 615 €
15 000	21 552 €	18 750 €	3 750 €	15 000 €	2 802 €
16 000	22 989 €	20 000 €	4 000 €	16 000 €	2 989 €
17 000	24 425 €	21 250 €	4 250 €	17 000 €	3 175 €
18 000	25 862 €	22 500 €	4 500 €	18 000 €	3 362 €
19 000	27 299 €	23 750 €	4 750 €	19 000 €	3 549 €
20 000	28 736 €	25 000 €	5 000 €	20 000 €	3 736 €
21 000	30 172 €	26 250 €	5 250 €	21 000 €	3 922 €
22 000	31 609 €	27 500 €	5 500 €	22 000 €	4 109 €
23 000	33 046 €	28 750 €	5 750 €	23 000 €	4 296 €
24 000	34 483 €	30 000 €	6 000 €	24 000 €	4 483 €
25 535	37 998 €	31 918 €	6 383 €	25 535 €	6 080 €
26 000	37 356 €	32 500 €	6 500 €	26 000 €	4 856 €
26 500	38 075 €	33 125 €	6 625 €	26 500 €	4 950 €
27 000	38 793 €	33 750 €	6 750 €	27 000 €	5 043 €
28 472	40 908 €	35 590 €	7 118 €	28 472 €	5 318 €
* Environ.					
** Attention cette réduction d'impôt ne s'impute que sur l'impôt dû au titre du barème progressif.					



LOI GIRARDIN ET PLAFOND GLOBAL DES NICHES FISCALES 2016

Informations non contractuelles (janvier 2016)

	PLAFOND GLOBAL 2014		PLAFOND GLOBAL 2016 * IDENTIQUE PLAFOND 2015	
	RI maximum sans autres niches fiscales	% de RI retenu dans le PG 2016 **	RI maximum sans autres niches fiscales	% de RI retenu dans le PG 2016 **
SNC volet B « Industriel » sans agrément	37.999 €	47,37 %	40.909 €	44 %
SARL volet B *** « Industriel » avec agrément	48.000 €	37,5 %	52.941 €	34 %
SARL volet C *** « Logement Social » avec agrément	51.429 €	35 %	60.000 €	30 %

* plafond global 2016 = 18.000 € dont 10.000 € au titre des niches fiscales hors Girardin et Sofica

** après rétrocession fiscale légale à l'exploitant ultramarin

*** plafond 2014 pour toute demande d'agrément déposée avant le 31/12/2014
plafond 2015 et 2016 pour toute demande d'agrément déposée à partir du 01/01/2015

NOTE D'INFORMATION SUR LES RISQUES ET SANCTIONS DE L'OPERATION

Article 199 undecies B du CGI

Les Investisseurs sont invités à lire attentivement les risques décrits ci-dessous ainsi que l'ensemble des autres informations contenues dans le présent document. La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés. La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

1. FACTEURS DE RISQUES

1.1. Risques financiers

1.1.1. Risques liés à l'illiquidité des parts ou actions de la Société

Les parts ou actions ne sont pas admises à la négociation sur un marché de titres financiers réglementé français ou étranger, de telle sorte qu'elles ne seront pas liquides. Il est par ailleurs précisé qu'à ce jour, il n'est pas dans les intentions de la Société de procéder à une demande d'admission des parts ou actions aux négociations sur un marché de titres financiers, réglementé ou non, que ce soit avant ou après l'issue du délai de détention fiscal prévu à l'article 199 undecies B du Code Général des Impôts (CGI).

La liquidité du placement sera très limitée pour la raison suivante : l'avantage fiscal, seul élément de la rentabilité du placement, ne peut être transmis au nouvel acquéreur, si bien que les possibilités de vente seront réduites et en tout état de cause, uniquement à un prix très décoté.

En effet, compte tenu du régime fiscal spécifique de la souscription, la cession directe des parts ou actions entre acheteur et vendeur aurait pour conséquence :

- la reprise chez le vendeur de l'intégralité des avantages fiscaux consentis par l'administration, seuls éléments de rentabilité de l'investissement, ainsi que l'application d'éventuelles pénalités et d'intérêts de retard au taux légal et,
- l'impossibilité pour l'acheteur de bénéficier de cet avantage fiscal. Au vu de ces éléments, la cession directe des parts entre un acheteur et un vendeur apparaît dès lors très peu probable.

En outre, conformément aux dispositions légales et statutaires, les parts de la Société ne pourront être cédées, quelle que soit la qualité du cessionnaire, qu'avec le consentement de tous les associés.

Cependant, aux termes des Promesses de Vente et d'Achat des parts ou actions, l'intégralité des parts ou actions et du compte courant détenus par chaque Investisseur sera cédée pour un prix global égal à un (1) euro à l'issue de la période de défiscalisation.

1.1.2. Risques liés à la défaillance de l'exploitant

L'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que l'exploitant pour le compte duquel le montage en portage fiscal est réalisé (ci-après l'Exploitant), pourrait se retrouver en situation de cessation des paiements entraînant sa disparition.

L'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que si cette disparition intervient dans les 5 ans suivant la mise en location des Investissements, cela peut entraîner la reprise de tout ou partie de la réduction d'impôt dont ils auront bénéficié au titre de leur investissement dans la Société.

L'article 199 undecies B du CGI prévoit cependant qu'en cas de défaillance de l'Exploitant, il n'est pas procédé à la reprise de la réduction d'impôt si les Investissements sont donnés en location à une nouvelle entreprise qui s'engage à les maintenir dans l'activité pour laquelle ils ont été acquis ou créés pendant la fraction du délai de cinq ans restant à courir.

1.1.3. Risques liés à la rentabilité de l'investissement proposé

La rentabilité pour l'Investisseur réside uniquement dans l'avantage fiscal résultant de sa souscription à l'Augmentation de Capital et fondé sur le dispositif de l'article 199 undecies B du Code général des Impôts. L'Investisseur ne doit attendre aucun dividende ni aucune plus-value liés à cette souscription.

Dans le cas où l'avantage fiscal serait remis en cause en raison du non-respect des obligations prévues par l'article 199 undecies B du CGI par la Société ou l'Exploitant, l'Investisseur pourrait donc perdre l'avantage fiscal dont il a bénéficié. Les dispositions du contrat de location seraient dès lors mises en œuvre afin de compenser la perte subie par l'Investisseur.

1.1.4. Risques liés au plafonnement des niches fiscales

Il revient à l'Investisseur de s'assurer qu'il pourra bien imputer la réduction d'impôt dont il bénéficiera sur le montant de son impôt sur le revenu pour l'année considérée, tout en prenant en compte le mécanisme de plafonnement des avantages fiscaux.

En l'état actuel de la législation fiscale, la réduction d'impôt sur le revenu prévue à l'article 199 undecies B du CGI offerte par la souscription au capital de la Société est à prendre en compte dans la détermination de deux plafonnements distincts : le plafonnement Outre-mer (article 199 undecies D du CGI) et le plafonnement global des niches fiscales (article 200-0 A du CGI).

C'est le plus faible des deux plafonds qui détermine la réduction d'impôt maximale qu'un Investisseur peut imputer sur ses impôts de l'année après prise en compte de l'ensemble des autres avantages fiscaux du foyer fiscal soumis à plafonnement.

Le plafond global est décrit à l'article 200-0 A du CGI. Cet article prévoit que le total des avantages fiscaux annuels que peut obtenir en 2016 un contribuable ne peut dépasser un montant de 18.000 euros.

Pour l'application de ce plafond, la réduction d'impôt acquise au titre d'un investissement au capital de la Société est retenue pour 34 % de son montant si l'opération a bénéficié d'un agrément fiscal et de 44 % à défaut.

La réduction d'impôt maximum possible grâce à la Société est donc de 52.941 € si l'opération a bénéficié d'un agrément fiscal et de 40.909 € à défaut.

Les sommes qui ne pourront être imputées du fait de l'application du plafonnement global des niches fiscales ne sont pas reportables et sont définitivement perdues. Néanmoins, si le montant de la réduction d'impôt - dans la limite du plafond - excède l'impôt dû, le solde peut être reporté, dans les mêmes conditions, sur l'impôt sur le revenu des années suivantes jusqu'à la cinquième inclusivement.

1.1.5. Risque tenant à la prise de participation dans une SNC

L'attention des Investisseurs est appelée sur le fait qu'en tant qu'associé d'une SNC, ils répondent indéfiniment et solidairement des dettes sociales.

Il est cependant précisé :

- qu'au regard du passif financier initial souscrit par la Société vis-à-vis soit du Bailleur soit d'un établissement bancaire, le contrat de Prêt conclu prévoit une clause de non recours contre les

associés de la Société, le prêteur acceptant que seul le patrimoine social limité à l'investissement réponde du remboursement du Prêt,

- qu'au regard de tout autre passif potentiel découlant de l'opération, les causes envisageables de création d'un passif au niveau de la Société sont visées par le contrat de location, et leurs conséquences mises à la charge du Bailleur par ce contrat,
- qu'au regard de tout autre passif potentiel sans lien avec l'opération, étant entendu que sont visées ici les actes du gérant de la Société - à savoir, la société PHALSBOURG GESTION, filiale du Groupe STAR INVEST - qui pourraient engager la Société et créer d'autres passifs, la Société ne disposant d'aucune trésorerie une fois acquittés le prix d'acquisition des investissements et les frais de l'opération, le risque ne porte pas sur d'éventuels détournements de fonds mais sur la réalisation d'actes en dehors de la simple gestion administrative de la Structure de portage. A cet égard, l'objet social de la Société étant strictement limité à la seule opération portée par la Société, les engagements souscrits par le Gérant de la Société et qui excéderaient cet objet strictement limité ne sauraient valablement engager la Société.

1.2. Risques fiscaux

1.2.1. Risques liés au délai de conservation des parts ou actions

L'avantage fiscal, seul élément de la rentabilité du placement, est conditionné à la détention des parts ou actions, par l'Investisseur, durant 5 ans à compter de la mise en location de l'investissement. Cet avantage est réservé aux souscripteurs de l'Augmentation de Capital et ne peut être transmis à un nouvel acquéreur, si bien que les possibilités de vente des parts ou actions seront en pratique très réduites.

1.2.2. Risques de remise en cause de l'éligibilité des investissements au dispositif de réduction d'impôt sur le revenu visé par l'article 199 undecies B du CGI et risque de remise en cause des avantages fiscaux

Les investissements éligibles au dispositif de réduction d'impôt sur le revenu visé à l'article 199 undecies B du CGI sont ceux qui remplissent les critères figurant audit article et dans les instructions relatives à cet article publiées par l'administration fiscale, en particulier :

- les investissements acquis par la Société doivent être exploités dans le cadre d'une activité agricole, industrielle, commerciale ou artisanale éligible au sens des dispositions du I de l'article 199 undecies B du CGI pendant, un minimum de 5 ans voire 7 ans selon leur durée de vie ;
- ces investissements doivent consister en des immobilisations neuves, corporelles et amortissables ;
- selon le montant des investissements et le secteur d'activité dans lequel ils sont exploités, les investissements doivent avoir reçu un Agrément Préalable du Ministère chargé du Budget dans les conditions prévues au III de l'article 217 undecies du CGI ;
- l'Investisseur doit s'engager à conserver la totalité de ses parts ou actions pendant une période au minimum égale à 5 ans à compter de la mise en location de l'investissement ;
- l'Investisseur doit rétrocéder à l'Exploitant au minimum 66 % de la réduction d'impôt à laquelle il a droit, ce taux étant ramené à 56 % si l'Exploitant réalise un programme d'investissements inférieur à 300 000 €.

L'Agrément Préalable du Ministre chargé du Budget confirmera que les investissements envisagés par la Société respectent à ce jour de tels critères. Si ces conditions n'étaient pas respectées, l'Agrément Préalable pourrait être retiré ; les avantages fiscaux seraient remis en cause et d'éventuelles pénalités fiscales et intérêts de retard au taux légal pourraient s'appliquer.

A l'égard des Investissements ne nécessitant pas l'Agrément Préalable du Ministre chargé du Budget, c'est ORYOM qui s'assurera que les investissements envisagés par la Société respectent les critères précités. Si ces conditions n'étaient pas respectées les avantages fiscaux seraient remis en cause et d'éventuelles pénalités fiscales et intérêts de retard au taux légal pourraient s'appliquer.

1.2.3. Risque lié à une modification de l'article 199 undecies B du CGI

Les avantages légaux escomptés pourraient être remis en cause du fait de modifications législatives ou réglementaires ou de divergences d'interprétation des textes applicables entre la Société et l'administration fiscale.

L'attention de l'Investisseur est attirée sur le fait que sa souscription est irrévocable malgré un changement de fiscalité.

1.3. Assurances

Dans le cadre des contrats de location qui seront conclus entre l'Exploitant et la Société, l'Exploitant s'obligera, à compter de la livraison de chaque investissement, à faire assurer ledit investissement construit ou acquis par la Société, sous sa responsabilité et à ses frais exclusifs contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de cataclysme naturel (cyclone), bris de glaces et autres risques, ainsi que le recours des voisins et la responsabilité civile « immeuble », auprès d'une compagnie notoirement solvable.

2. OBLIGATIONS DECLARATIVES

2.1. Obligations déclaratives inhérentes à la Société

La Société, propriétaire des logements, souscrira, hormis ses déclarations traditionnelles, une déclaration spéciale n°2083-SD à raison des investissements qu'elle aura réalisés outremer.

Cette obligation incombant à la Société, c'est le dirigeant de celle-ci, la Société PHALSBOURG GESTION appartenant au Groupe STAR INVEST, et ses comptables, qui en assumeront la charge.

2.2. Obligations déclaratives inhérentes aux investisseurs

Les Investisseurs souscriront, hormis leur traditionnelle déclaration des revenus, une déclaration spéciale n°2042-K IOM.

La Société PHALSBOURG GESTION, ou son partenaire le cabinet d'expertise comptable FLEURET ASSOCIES EXPERTISE, fourniront aux Investisseurs, en temps utiles, les éléments qui leur permettront de remplir cette déclaration.